

**Du local au global :**  
**Les Sans-terre du Brésil**  
*Mouvement de reterritorialisation rurale et altermondialiste*

Par J-Yves Martin <sup>1</sup>

**Introduction**

Le Mouvement des Sans-terre du Brésil (MST) est assurément un exemple emblématique des nouveaux mouvements paysans du XXI<sup>e</sup> siècle. Apparu à la fin des années 1970, avant même la fin de la dictature militaire (1964-1985), on a pu affecter, un temps seulement, de n'y voir qu'un nouvel avatar, depuis cinq siècles qu'existe le pays, des nombreux mouvements paysans radicaux brésiliens, sitôt nés, aussitôt réprimés, qui ont tant marqué son histoire. Or, il s'en distingue nettement, non seulement par sa durée, mais surtout par ses pratiques socio-territoriales nouvelles de lutte pour la terre (*acampamentos*) et de reterritorialisation paysanne (*assentamentos*), ainsi que par son retentissement mondial.

Pour mieux cerner ses originalités nous nous proposons de présenter dans cet article ses origines, son actualité et sa modernité/mondialité.

**1 - ORIGINES : d'où vient le MST ?**

Le MST semble d'abord s'inscrire naturellement dans une longue tradition de radicalité rurale brésilienne. Elle remonte, entre autres, aux Quilombos (1597-1695), esclaves noirs en lutte pour leur libération dans les capitaineries portugaises, ou encore, il y a plus d'un siècle, à la guerre des révoltés de Canudos (1896-97) dans l'État de Bahia. Plus récemment, les Ligues paysannes du Nordeste, coordonnées par le Parti communiste brésilien (PCB) ont fait monter, dans les années 1950, l'exigence d'une réforme agraire, jusqu'à ce que le coup d'État militaire de 1964 y mette brutalement fin. Pour autant, il serait cependant erroné de ne voir dans le MST que la recrudescence d'une tradition paysanne radicale tournée vers la répétition d'exemples du passé, même si le mouvement connaît bien et valorise ces précédents historiques .

Alors que, jusque dans les années 1980, les luttes pour la terre au Brésil étaient placées sous la triple tutelle de divers médiateurs comme l'État, l'Église ou les syndicats paysans, avec le MST elles s'en affranchissent largement et deviennent depuis lors des luttes véritablement autonomes et populaires.

**1.a - Période de gestation** (1979 à 1984).

Elle s'est déclanchée, assez paradoxalement, dans les Etats du sud du Brésil, comme le Rio Grande do Sul ou celui de São Paulo. C'est-à-dire des Etats qui sont loin d'être les plus pauvres, et où le problème de la terre n'était pas alors aussi criant que dans le *Nordeste*. Mais c'est à l'évidence là où un potentiel militant nouveau était disponible, pas seulement dans les campagnes, mais aussi dans les périphéries urbaines. Il s'y trouvait des ruraux qui avaient été urbanisés contre leur gré, par l'exode rural massif, et qui formaient un milieu disposé à lancer l'action. Jeunes urbains récents, d'origine rurale donc, ils étaient fortement influencés, dans les Communautés Ecclésiales de Base, par la Théologie de la Libération, alors en vogue et tolérée par la hiérarchie catholique. Ainsi que par les Mouvements Sociaux Urbains (MSU), un creuset militant alors encore très dynamique.

Tout commence, les 6-7 septembre 1979, par leur soutien à l'occupation des *fazendas* Macalli et Brillante dans le Rio Grande do Sul. A la même époque, des centaines de travailleurs sont expulsés de la réserve indigène de Nonoai, et le Mouvement "Terre et Justice" est créé par les travailleurs menacés par le chantier géant du barrage d'Itaipu. Toutes ces initiatives paysannes prennent d'emblée la forme d'occupations – ancienne mais revisitée – et sont soutenues et aidées par ces jeunes militants.

Elles se multiplient au cours des années 80. Ainsi, 300 familles occupent la *fazenda* Buro Branco, dans le municiple de Campo Erê (Catarina). Puis 400 familles occupent la *fazenda* Primavera à Andradina

---

<sup>1 1</sup> Professeur agrégé, docteur en géographie. Membre du comité de rédaction d'Info-Terra, bulletin électronique mensuel d'information et de solidarité avec le MST (Frères des Hommes).

(São Paulo), alors que milliers d'agriculteurs "arrendataires" (sorte de métayers) commencent une telle lutte dans le Mato Grosso do Sul. En 1981, plus de 700 familles établissent un campement (*acampamento*) à Encruzilhada Natalino, dans le municiple de Ronda Alta (Rio Grande do Sul). Il est la cristallisation de la forme d'action occupation, renouvelée, qui va devenir rapidement identitaire du mouvement sans-terre.

Il se structure peu à peu, régionalement d'abord, en juillet 1982, par la Rencontre des travailleurs sans terre des régions Sud, Sudeste et Centre du pays à Médiianeira (Paraná). Puis, du 23 au 26 septembre à Goiânia par la Rencontre nationale des travailleurs ruraux sans terre venant de 16 Etats. En janvier 1983, est créée une Commission régionale Sud des Sans-terre. Mais, c'est seulement à partir de 1984 que le mouvement prend véritablement une dimension nationale.

### **1.b – Période de spatialisation (1984-1992)**

Début 1984 (21-24 janvier) se tient la première Rencontre Nationale du MST dans la ville de Cascavel (Parana). Y sont définis les principes, la forme d'organisation et les revendications du mouvement. L'année suivante, alors que la dictature militaire (1964-1985) s'achève enfin, le 1<sup>er</sup> Congrès National du MST se tient à Curitiba (29-31 janvier). Y participent 1500 paysans venant de 23 états du pays. Le mouvement renforce son organisation et établit une coordination nationale. Il s'étend jusqu'au *Nordeste*. En avril, le MST participe à l'élaboration du 1<sup>er</sup> Plan National de Réforme Agraire (PNRA). C'est, de la part du gouvernement Sarney, une forme de reconnaissance officielle. Mais il apparaît de rapidement que ce premier gouvernement de la Démocratisation n'a pas vraiment la volonté politique de réaliser cette réforme. Le MST doit donc continuer à faire pression. Jusqu'à la fin de l'année 35 occupations ont lieu, qui concernent plus de 10.000 familles. Dans divers Etats les travailleurs occupent également les sièges régionaux de l'INCRA, les parlements et organisent l'occupation du ministère de l'agriculture à Brasilia.

En 1987, la 3<sup>ème</sup> Rencontre Nationale définit les priorités : organiser les travailleurs ruraux à la base; former les cadres ; renforcer la CUT (Confédération Unitaire du Travail) et les contacts avec les salariés urbains; organiser les *assentamentos* (*installations, ou projet de réforme agraire*). Elle choisit également le drapeau du MST.

En 1989, à la 5<sup>ème</sup> Rencontre Nationale, le mouvement adopte son mot d'ordre le plus marquant : "*Occuper, Résister et Produire*", expression, vite populaire, des orientations du mouvement, mises aussitôt en pratique. Au cours de l'année, 63 nouvelles occupations sont réalisées dans 18 états, mobilisant plus de 18.000 familles sans terre. Dans le Ceará a lieu notamment, avec 1.500 paysans, la première occupation massive. La répression augmente et évolue, avec les massacres de Santa Elmira (Rio Grande do Sud) et la répression de Palma Sola (Santa Catarina). Commenant à prendre une dimension internationale, le MST est aussi l'un des principaux organisateurs de la 1<sup>ère</sup> Rencontre Continentale des organisations paysannes indigènes, à Bogota (Colombie), avec des délégués de 23 pays.

Au seuil des années 1990, le 2<sup>ème</sup> Congrès National du MST à Brasilia (8-10 mai 1990), avec la participation de 5.000 délégués, constitue le premier acte de protestation contre le nouveau gouvernement Collor. Après une manifestation historique sur l'Esplanade des Ministères à Brasilia, la plateforme des revendications du mouvement est remise au gouvernement. Ce congrès réaffirme son mot d'ordre : "*Occuper, Résister et Produire*". Au cours de l'année 1990, suite à de nombreux débats, est fondé le Système Coopérativiste des *Assentamentos*, pour organiser les coopératives de production dans les *assentamentos*.

Sous le gouvernement Collor de Mello, la répression gouvernementale s'accroît dans tout le pays. Des dizaines de militants sont emprisonnés dans divers Etats, avec notamment la répression de la Praça de Matriz, à Porto Alegre, quand plusieurs manifestants sont blessés et un soldat est tué. Les mobilisations de juillet 1991 manifestent, pour la première fois, une convergence avec les travailleurs de la ville dans la lutte pour l'habitation et la campagne, sur la base du mot d'ordre commun : "*Terre pour planter, terre pour habiter*". Alors que 51 occupations de terre, mobilisant 9.863 familles sont réalisées, plus de 20 Coopératives de Production Agricoles et 6 Centres Coopératifs d'Etats sont créés. En août, au moment où le *Jornal da Terra* du mouvement atteint ses dix ans de publication ininterrompue, le MST reçoit le Prix Nobel Alternatif 1991, attribué par le Parlement suédois.

L'année 1992 est celle des plus grandes difficultés dans la lutte pour la réforme agraire. La crise économique et la crise politique issues du défaut de crédibilité du gouvernement Collor, entraînent beaucoup de difficultés sociales. Au cours de l'année, 60 *fazendas* sont occupées, dans quasiment tous les Etats du pays et d'importantes marches (*caminhadas*) sont réalisées. Dans pratiquement toutes les capitales régionales, les bâtiments de l'INCRA et/ou les Secrétariats [ministères] à l'Agriculture sont occupés par des Sans-terre, qui exigent la prise en compte de leurs revendications et l'avancement de la réforme agraire.

Le 15 mai, à Curitiba (PR), au cours d'une assemblée historique de représentants de Coopératives et Associations d'*Assentamentos* venant de 10 Etats, est fondée la Confédération des Coopératives de Réforme Agraire du Brésil (CONTRAB), constituant le niveau fédéral de l'organisation coopérativiste des *assentados*.

Les emprisonnements et les mandats de prison préventive à l'encontre de nombreux militants sans-terre se multiplient dans tout le pays. Du Rio Grande do Sul jusqu'au Pará, des dirigeants sont emprisonnés. Le pouvoir judiciaire de diverses régions collabore ouvertement avec les latifundiaires locaux, perpétrant de nombreuses actions arbitraires, illégalités et injustices. Mais, en octobre, intervient pourtant la chute du gouvernement Collor, suite à une procédure d'*impeachment* à son encontre, consécutive à un scandale politico-financier.

Finalement, à l'issue de cette période de spatialisation (1984-1992), s'il n'est certes pas le seul des mouvements paysans au Brésil - on en comptera bientôt plus de 70, par clonage ou scissions régionales - il reste cependant devenu le seul qui soit implanté presque partout, dans la quasi totalité des 26 Etats de la fédération brésilienne.

### **1.c - Période de la territorialisation** (années 1990).

Cette période, au cours de laquelle le MST accentue son ancrage territoriale par la pratique systématique et identitaire des occupations, jusqu'à leur transformation en Projets de Réforme agraire (*assentamentos*), correspond aux mandats présidentiels de I.Franco (1992-1994) et de F.H.Cardoso (1<sup>er</sup> mandat 1994-1998).

**Tableau 1** : Les occupations/*acampamentos* des années 1990

<b>Année</b>	<b>Nombre d'occupations</b>	<b>Familles concernées</b>
1990	119	12.805
1991	78	9.203
1992	149	20.596
1993	214	40.109
1994	125	24.590
1995	101	31.619
1996	250	42.682
1997	281	52.276
1998	388	62.824
1999	538	69.804
2000	555	73.066

Malgré la chute du gouvernement Collor, l'année 1992 est pourtant celle d'une grande instabilité sociopolitique, avec une grave crise économique marquée par l'hyper-inflation et le chômage. Les violences touchent les villes et l'intérieur avec des massacres perpétrés par des forces policières, contre les militants, les enfants des rues, les habitants des quartiers populaires, les indiens, les paysans et les noirs. L'impunité de leurs auteurs est totale. Le gouvernement de Itamar Franco se révèle vite instable et incompetent, sans soutiens sociaux et politiques suffisants. Les ministres changent sans arrêt : cinq au ministère de l'agriculture.

Il y a pourtant quelques avancées. Les expropriations judiciaires des grandes *fazendas* occupées - qui sont convaincues, suivant les termes de la Constitution de 1988, de « *ne pas remplir leur fonction sociale de production* » - reprennent. L'année est également marquée par des audiences officielles accordées au MST. D'abord avec le Président I.Franco en février, puis au cours de l'année, avec les ministres, le président de l'INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire), les Gouverneurs, les Secrétaire à l'Agriculture.

Le retard du gouvernement Collor est en partie comblé. Mais, pour faire avancer les revendications, presque tous les sièges régionaux de l'INCRA sont occupés. De grands *acampamentos* sont réalisés dans les Etats de São Paulo, jusqu'au nord du pays.

En février, le MST participe au 1<sup>er</sup> Congrès Latino-américain des Organisations Paysannes à Lima, au Pérou. La reconnaissance nationale et internationale du MST se confirme ainsi. Il reçoit la médaille de Chico Mendes de Résistance, du groupe "Plus Jamais la Torture" (RJ), le Prix Marçal de Souza du Centre des Droits de l'Homme du Mato Grosso do Sul et le Mouvement National des Droits de l'Homme, et le Prix Roi Beaudouin décerné par le gouvernement belge.

A partir du milieu des années 90, on passe à une troisième étape de l'histoire du mouvement : celle des interpellations sociales et politiques plus générales du mouvement. Plus qu'un simple mouvement paysan, il devient alors une référence pour l'ensemble du mouvement social brésilien.

Le nouveau président Fernando Henrique Cardoso, intellectuel brésilien ayant enseigné en France à l'université de Vincennes lors de son exil politique, sociologue spécialiste du sous-développement en Amérique latine, marxiste ayant adopté un temps les thèses de la CEPAL, va se révéler, à contre-emploi donc, au cours de son 1<sup>er</sup> mandat présidentiel (1994-1998), être celui qui va convertir le Brésil aux règles hégémoniques de la mondialisation capitaliste. Il avait d'abord été l'artisan du Plan Réal, en 1992-1994, en tant que ministre de l'économie et des finances du gouvernement I.Franco. Destiné, en principe, à lutter contre l'hyper-inflation à l'intérieur, c'était en réalité le prix à payer pour soumettre le pays, quémandeur répétitif de fonds auprès du FMI (7 fois à compter de 1983), à la contrepartie de Plans d'Ajustement Structurel (PAS) drastiques de coupes budgétaires anti-sociales. Elu président une première fois en 1994, son objectif majeur devient alors de dégager de nouvelles capacités de paiement pour honorer les échéances d'emprunt aux créanciers internationaux, surtout le FMI. La nécessité du paiement de la dette internationale devenant alors l'argument obsessionnel de toutes les politiques fédérales.

Concernant l'agriculture, c'est aussi le moment où le Brésil prend un virage décisif le faisant brutalement évoluer d'une agriculture autocentrée, axée sur les cultures vivrières (riz, manioc, millet, *feijão*...), destinées à la subsistance populaire, et en majeure partie produites par la petite agriculture familiale, à la grande agriculture d'exportations (oranges, café, cacao, et puis soja) cœur de l'activité des immenses propriétés capitalistes de l'agronégoce (l'*agribusiness* à la brésilienne), souvent étrangères, qui prennent alors massivement le relais des anciennes *fazendas* traditionnelles, telles les anciennes *usinas* sucrières du Nordeste.

Même avec un contenu productif en cours de mutation donc, la structure foncière reste cependant totalement bloquée et ce n'est certes pas l'effet du hasard si le dernier recensement agricole (1995-96) remonte à cette époque. Au-delà de la raison invoquée pour ne pas l'actualiser - le manque de crédits budgétaires lié à la politique d'austérité - il s'agit, depuis plus d'une décennie maintenant, d'occulter soigneusement cette réalité gênante d'un pays aux inégalités foncières record inchangées, malgré toutes les promesses de réforme agraire.

Quant au MST, à cette période, il met méthodiquement en œuvre son slogan phare d'alors :

« *Occuper, résister, produire* ».

- **Occuper** : par la multiplication des occupations aboutissant à des *acampamentos* (Voir le tableau 1)  
- **Résister** : aux formes évolutives de la répression avec des massacres collectifs (1995 et 1996) et des dispersions policières (Parana, 1997).

Au milieu des années 1990, après que le MST ait réuni son 3<sup>ème</sup> Congrès à Brasilia, avec 5.000 participants venant de 22 Etats (24-27 juillet), les formes de la répression évoluent gravement, avec l'apparition et la répétition de massacres collectifs. En août 1995, la Police militaire, sorte de gendarmerie fédérale, disperse brutalement un *acampamento* à Corumbiara (Rondônia), entraînant le

massacre de 12 sans-terre. Et, surtout, le 17 avril 1996, 19 Sans-terre sont tués dans le Massacre de Eldorado dos Carajás (Pará).

- **Produire** : par le développement des *assentamentos* et des coopératives.

### **Conclusion : tendances récentes**

Au cours du second mandat de F.H.Cardoso (1998-2002), le tournant ultralibéral s'applique à la politique agraire.

- La marchandisation de la réforme agraire s'affirme à travers plusieurs plans gouvernementaux, tels que *Cédula da Terra*, *Novo Mundo Rural* et *Banco da Terra*, selon des orientations communes impulsées par la Banque Mondiale. Tous, ils visent à faire de la terre une simple marchandise. La réforme agraire est réduite à une politique d'achat de parcelles à crédit par les petits paysans, sans beaucoup d'espoir de remboursement, faute d'assistance technique à leur production.

- La judiciarisation – criminalisation accentuée des sans-terre : C'est notamment le cas avec José Rainha, dirigeant radical emblématique du mouvement, victime d'un acharnement judiciaire infondé. Il a bénéficié d'une vaste campagne internationale de solidarité qui a contribué à faire connaître le MST au plan mondial, mais sur des bases humanitaristes restrictives de stricte défense des droits de l'homme. Alors que l'impunité systématique des nombreux crimes ruraux et de leurs commanditaires passait, elle, largement inaperçue, par exemple celle des massacreurs d'Eldorado dos Carajás (1996), toujours impunis à ce jour, dix ans après les faits.

- Une contre-offensive médiatique de grande envergure : pour tenter de saper le soutien majoritaire de l'opinion publique au MST, notamment dans les classes moyennes urbaines, la grande presse pauliste (VEJA, O Globo) s'illustre particulièrement dans cette campagne anti-MST, par la diabolisation du mouvement et de ses dirigeants et par les campagnes de discrédit à l'encontre du MST, accusé de tous les maux : production et trafic de drogue, banditisme, pillages, extrémisme politique, terrorisme activiste... etc.<sup>2</sup>

Il n'empêche. Dans cette seconde moitié des années 90, le MST conforte malgré tout son statut de pilier du mouvement démocratique brésilien. Fin 1997, se constitue ainsi la "*Consulta Popular por um Projeto para o Brasil*" à Itaici (São Paulo), rassemblant Eglise (CPT), Syndicats (CONTAG), partis politiques (PT, PCdB) et mouvements sociaux.

## **2. – ACTUALITE : le MST et la réforme agraire au Brésil sous le gouvernement Lula (2003-2005)**

Avant son élection, en octobre 2002, le candidat Lula, « pour un Brésil décent », n'avait pas été avare de promesses sur la réforme agraire, s'engageant alors même à procurer rapidement de la terre à rien moins qu'un million de familles paysannes<sup>3</sup>. Le Mouvement des Sans-terre (MST) fut, dès lors, l'un de ses meilleurs soutiens électoraux. Une fois élu, le gouvernement mis en place, cherchant à marier l'eau et le feu de l'agriculture familiale et du grand négoce agricole capitaliste (ou *agribusiness*), a pourtant aussitôt substitué à la redistribution foncière structurelle, le *marketing* politique du combat « *assistencialiste* » contre la faim (programme Faim Zéro)<sup>4</sup>.

### **2.1 – De la querelle des chiffres sur la réforme agraire...**

Il a fallu une forte relance de la mobilisation sociale du MST, avec la multiplication des occupations de terres improductives (*acampamentos*) - notamment au cours de l'Avril Rouge de 2004 - pour qu'un nouveau Plan National de Réforme Agraire (PNRA II) adopté en novembre 2003, soit réellement engagé. Il diminuait cependant d'emblée de plus de la moitié les engagements électoraux les ramenant à 400.000 familles bénéficiaires de la réforme agraire, auxquelles s'ajouteraient 100.000

<sup>2</sup> Xico Graciano, agronome, ancien président éphémère de l'INCRA en 1995, à l'époque de F.H. Cardoso, aujourd'hui député fédéral d'opposition (PDSDB-SP), s'en est fait le spécialiste. Son livre « **O carma da terra no Brasil** » Ed. A Girafa, 2004, a été un *best-seller* en 2005 au Brésil.

<sup>3</sup> Bernardo Mançano Fernandes, « *La réforme agraire, l'espoir* », dans Denis Rolland et Joëlle Chassin (coord.), **Pour comprendre le Brésil de Lula**, Paris, L'Harmattan, 2004, p.143-150.

<sup>4</sup> Jean-Yves Martin, « *Lula et la terre, agrobusiness ou réforme agraire ?* », dans Jacky Picard (dir.), **Le Brésil de Lula, les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme**, Paris, Karthala, 2003, p.187-211.

régularisations foncières. Même revus ainsi fortement à la baisse, devenus engagements gouvernementaux officiels, ils n'ont cependant pas été davantage tenus à ce jour <sup>5</sup>.

**Tableau 2 : les chiffres de la réforme agraire (1995-2007)**

<b>Objectifs et réalisation du gouvernement Lula</b>		
Nombre de familles installées		
<b>Gouvernement F.H.Cardoso (1995-2002) : moyenne annuelle = 65.548</b>		
<b>Gouvernement Lula</b>		
	Engagements du 2 <sup>ème</sup> PNRA	Réalisation :
2003	110.000	36.800
2004	115.000	81.200
2005	115.000	Officielle : 127.506 Réelle : 27.000
2006	140.000	---
2007	150.000	---

Source : J-Y Martin, 2004, mis à jour.

Un document du Ministère du développement agraire (MDA) et de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) publié en janvier 2006 devait mettre un point final à la polémique sur les chiffres de la réforme agraire pour l'année 2005. Or ce rapport montre que le gouvernement Da Silva n'a installé qu'à peine 27.000 familles dans des *assentamentos* en 2005, à partir de l'expropriation de terres. Ce contingent est bien inférieur aux 127.506 familles que le gouvernement annonçait pour l'année. Pourquoi cette différence ? C'est que le gouvernement porte au compte de la réforme agraire des projets créés avant 2005, ainsi que des *assentamentos* établis sur des terres publiques.

Or, comme le souligne le géographe Bernardo M.Fernandes de l'UNESP - où il coordonne le projet Data-Luta (banque de données de la lutte pour la terre) - ces projets tiennent plus de la colonisation que de la réforme agraire. Selon lui, ces chiffres sont dans la continuité du début de son mandat. Selon lui, sur le total des 245.000 familles que le gouvernement dit avoir installées au cours de ces trois années, seulement 25% sont le fruit de nouvelles expropriations. Les 75% restants étant le résultat de régularisation et réorganisation foncières et de projets de colonisation sur des terres publiques, donc de terres appartenant à l'Union fédérale. De cette manière, il n'y a pas grand-chose de changé dans la concentration foncière du pays. « *La réforme agraire ne déconcentre pas la propriété de la terre, elle empêche seulement qu'elle soit encore plus forte* », estime-t-il.

Pour le géographe, le projet de réforme en cours dans le pays depuis les années 1990 ne transfèrent pas les terres entre les mains des familles paysannes. Selon lui, de 1993 à 2003, l'espace agricole de l'agronégoce - l'*agribusiness* brésilien - a augmenté deux fois plus que celui de l'agriculture paysanne, montrant clairement la priorité des gouvernements successifs. Ceci explique qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir l'expropriation de terres dans le pays. « *Là où l'agronégoce est déjà bien installé, comme dans les régions Sud et Sudeste du pays, le gouvernement a encore moins de force pour exproprier des terres* », dit-il. Pour lui, au-delà de remplir des mesures de familles installées et d'infrastructures, il est plus que jamais nécessaire que les mouvements sociaux s'investissent dans un projet politico-territorial. « Les objectifs doivent se traduire en nombre de familles et en aires cultivables ».

## 2.2 - ... à la « non réforme agraire » du gouvernement Lula

Selon A.U. de Oliveira<sup>6</sup>, le gouvernement Lula a donc terminé la troisième année de son mandat (2005), en accumulant - si l'on compare les nombres atteints aux objectifs fixés - un solde négatif de

<sup>5</sup> Jean-Yves Martin, « *Le Mouvement des Sans-terre et le gouvernement, l'espérance ou l'impasse ?* », dans Denis Rolland et Joëlle Chassin (coord.), **Pour comprendre le Brésil de Lula**, Paris, L'Harmattan, 2004, p.151-160.

69.491 familles en 2005, qui s'ajoutent aux autres soldes négatifs des années antérieures, pour donner un chiffre de 156.286 familles selon les indicateurs du NERA en 2003 et 2004, et de 171.073 familles au moins selon ses propres calculs. Comme on peut donc ainsi le mesurer, « *il est pratiquement impossible au gouvernement, au cours de sa quatrième et dernière année, de remplir les objectifs du PNRA II, car le déficit est déjà supérieur à l'objectif de cette année 2006. C'est dans ce contexte que les mouvements sociaux auront à travailler pour construire leurs stratégies et leurs tactiques d'actions. Mais il ne faut pas se nourrir d'illusions : Lula achèvera ce gouvernement sans avoir fait la réforme agraire* »<sup>7</sup>.

Au cours de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, convoquée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a eu lieu à Porto Alegre début mars 2006, les organisations paysannes brésiliennes appartenant à Via Campesina ont rendu public, quant à elles, un premier bilan des mesures du gouvernement Lula (2002-2006) concernant la réforme agraire et l'agriculture paysanne. Il comporte, entre autres, les dix points suivants<sup>8</sup> :

- *Non mise en œuvre de l'engagement pris d'installer prioritairement les familles acampadas (qui vivent dans des campements)*
- *Non mise en œuvre d'un vaste programme de réforme agraire qui, de fait, signifierait s'attaquer à la concentration de la propriété de la terre et donnerait une réponse à des milliers de familles sans terre.*
- *Non actualisation des indices mesurant la productivité des grandes propriétés à des fins d'expropriation, indices qui datent de 1975. Le gouvernement s'était engagé à le faire en quelques semaines, et pour cela il suffirait d'un décret administratif.*
- *Approbation de la loi qui transfère aux municipalités la collecte de l'impôt sur la propriété de la terre, et le dissocie ainsi du processus de réforme agraire.*
- *Maintien de la politique orientée par la Banque mondiale, de programmes de la banque de la terre ou de crédit foncier, où le paysan achète la terre à vue et doit à la banque.*
- *Le gouvernement n'a pas mobilisé sa base parlementaire pour approuver la loi permettant d'exproprier les fazendas qui utilisent le travail esclave.*
- *Il n'a pas mobilisé sa base parlementaire majoritaire pour empêcher la CPMI (Commission parlementaire mixte d'enquête) de la terre, et pour empêcher l'approbation du rapport final qui considère l'occupation de terres comme un crime abject.*
- *Il n'a pris aucune initiative pour faire pression sur et articuler le pouvoir judiciaire, pour juger et punir les responsables des massacres en milieu rural, tels que Corumbiara (1995), Carajas (1996), Felisburgo (2004).*
- *Face à l'inaction du gouvernement à donner une preuve claire de combat contre la violence en milieu rural et contre ses responsables - le latifundio, la Police militaire de certains Etats et l'agrobusiness -, le résultat en est, malheureusement, l'augmentation de la violence dans les campagnes.*
- *Le gouvernement n'a pris aucune mesure parlementaire ou administrative pour faire retirer des lois ou des mesures prises par des gouvernements antérieurs, qui empêchent ou portent atteinte au processus de réforme agraire.*

Selon l'avocat Plínio de Arruda Sampaio – jadis responsable du projet de réforme agraire du gouvernement João Goulart, en 1963 - « *le programme de réforme agraire, le plan de réforme agraire que nous avons présenté au gouvernement Lula (PNRA II), y compris à sa demande, n'a pas été réalisé apparemment faute de ressources, mais en vérité par manque de volonté politique, d'affronter l'agronoçoce et d'affronter le latifúndio* »<sup>9</sup>.

### **3 – MONDIALITE : Le MST, mouvement socio-territorial brésilien et mondialisé**

---

<sup>6</sup> Ariovaldo Umbelino de Oliveira, géographe, professeur au département de géographie (FFLCH/USP), « **A "não reforma agraria" do MDA/INCRA non governo Lula** » [La "non-réforme" agraire du MDA/INCRA sous le gouvernement Lula] (2006).

<sup>7</sup> Ariovaldo Umbelino de Oliveira, art. cité.

<sup>8</sup> « *Bilan des mesures du gouvernement Lula (2002-2006) par rapport à l'agriculture paysanne et à la réforme agraire* », Porto Alegre, mars 2006.

<sup>9</sup> Correio do Brasil, 5 mars 2006.

Ainsi, à ce jour, 140.000 familles sont-elles toujours dans des *acampamentos* au bord des routes, sous des abris de bâches noires, soit environ un million de personnes. Depuis 20 ans, il y a eu 480.000 familles installées, au titre de la réforme agraire, dans des *assentamentos*. Elles se placent sous la direction de divers secteurs, du syndicalisme rural, des partis politiques, des églises, et le MST en revendique pour sa part 300.000. Sachant qu'il y a environ 4 millions de sans terre au Brésil et qu'il est très difficile de les organiser, parce qu'ils sont dispersés dans les *fazendas*, qu'ils sont très pauvres et la plupart du temps analphabètes.

Le MST a actuellement environ 15.000 jeunes militants en cours d'études, soit à l'Ecole nationale de Guararema, dite « Université populaire », ou dans 42 universités avec lesquelles le mouvement a signé des conventions de formation pour ses militants.

### 3.1 - Le MST et la lutte pour la terre

Les données du dernier rapport daté de 2005 de la CPT (Commission Pastorale de la Terre) montrent que, pour l'année 2004 en examen, les conflits et les violences en milieu rural se sont maintenus à des niveaux élevés, avec 1.800 conflits, chiffre le plus élevé de ces 20 dernières années, concernant plus d'un million de personnes. En moyenne, une personne pour 29,4 habitants des campagnes a été engagée dans des conflits ruraux en 2004. La répartition géographique des indices de conflictualité (nombre de conflits rapporté au chiffre de la population rurale) montre que les conflits restent plus fréquents là où a lieu l'expansion de la grande agriculture capitaliste (dite « *agronégoce* »), notamment dans les trois États de la région Centre Ouest.

**Tableau 3 : Les conflits de la terre au Brésil (1995-2004)**

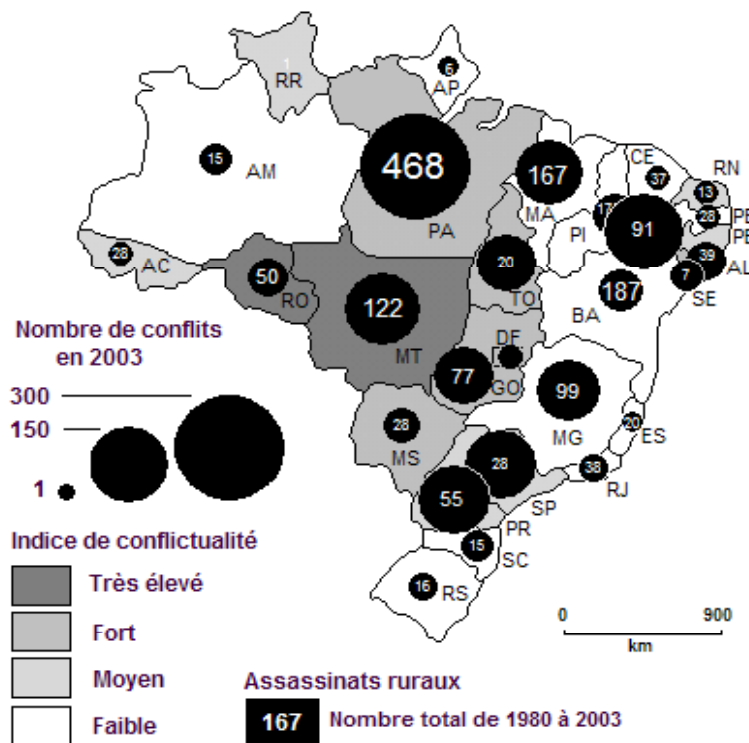
	Assassinats	Nombre de conflits	Personnes concernées
1995	39	440	318.458
1996	46	653	481.490
1997	29	658	477.105
1998	38	751	662.590
1999	27	870	536.220
2000	20	556	439.805
2001	29	681	419.165
2002	43	743	425.780
2003	71	1335	1.127.205
2004	37	1398	965.710

Source : CPT Rapport annuel 2006

Si les chiffres indiquent une certaine baisse des assassinats – 39 en 2004, dont celui de la religieuse américaine Dorothy Stang – ils soulignent une augmentation des manifestations de 49,3 % sur l'année précédente. Ils montrent une nouvelle augmentation de la violence du pouvoir privé, avec une augmentation de 5,4% des familles expulsées par des milices privées (*Jagunços, pistoleiros...*). Mais c'est surtout la rigueur du pouvoir public qui s'accroît encore, avec une augmentation de 10,8% des emprisonnés et de 5,5% des familles dispersées (37.000), chiffre le plus élevé depuis que la CPT effectue cette enquête annuelle. Une famille sur six engagées dans des conflits a fait ainsi l'objet d'un « ordre de dispersion ». De telle sorte que, selon le professeur Carlos Walter, universitaire associé à ce rapport, « *c'est comme si le pouvoir judiciaire marchait a contrario du message sorti des urnes aux élections de 2002* ».

### Carte 1 : Les conflits ruraux au Brésil (1980-2003)

## Conflits ruraux au Brésil 2003



Source des données : CPT, rapports annuels 2004-2005. Conception LEMTO, réal. J-Y Martin

### 3.2 - Le MST et la reterritorialisation paysanne au Brésil

Une intéressante étude sur " *les impacts régionaux de la réforme agraire* " <sup>10</sup>, dans six régions sélectionnées, a été réalisée par plusieurs équipes de chercheurs des universités fédérales de Rio de Janeiro. L'enquête a été effectuée de janvier 2000 à décembre 2001. Elle concerne 92 " Projets de réforme agraire ", dits *assentamentos*, dans 35 communes de six régions tests, où ont été installées 15.000 familles.

Selon ses auteurs, avec cette étude, " il s'agit d'analyser les effets - économiques, politiques, sociaux et écologiques - des processus de transformation déclenchés par la création des projets d'installation ". Certes, ces projets ont officiellement été réalisés par l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire (INCRA) pendant la période 1985-1997, dans le cadre du 1<sup>er</sup> Plan National de Réforme Agraire (PNRA). Mais l'étude rappelle surtout l'étroite relation entre les expropriations et les initiatives des travailleurs ruraux et de leurs mouvements. Car la quasi totalité des *assentamentos* étudiés résultent de situations de conflits : 88 des 92 cas étudiés (96%) sont issus d'un conflit de la terre entre les propriétaires et les " occupants ". Seuls 9 des 92 cas (10%) sont le résultat d'une initiative propre prise par l'INCRA. Si la majorité des *assentamentos* résulte ainsi " d'occupations de terre " (59 sur 92, soit 63%), la " résistance sur la terre " d'occupants précaires, quels que soient leurs statuts agraires (*moradores, parceiros, arrendatarios, posseiros...*), compte également pour 29%. Autrement dit, la réforme agraire est bien, avant tout, une territorialisation des luttes pour la terre. Mais, selon les auteurs de l'étude, une telle émergence des projets d'*assentamentos* ruraux dans les années 80 et 90 n'a cependant " pas altéré radicalement le cadre de la concentration de la propriété foncière au plan national des Etats fédérés, ni même des régions où ils sont situés, raison pour laquelle nous ne saurions qualifier la politique d'*assentamentos* ruraux comme un profond processus de réforme et de redistribution foncière".

<sup>10</sup> Sérgio Leite, Beatriz Heredia et alii (coord.) , *Impactos dos assentamentos, um estudo sobre o meio rural brasileiro*, NEAD-Estudios, Ed.UNESP, São Paulo, 2004.

Pourtant, de réels impacts locaux doivent être soulignés, bien que souvent incomplets et retardés, notamment en matière d'infrastructures de logement, d'adduction d'eau et de réseaux électrique et téléphonique. Mais c'est surtout en matière d'éducation que ces impacts sont visibles puisque dans 86% des 92 projets étudiés il existe des écoles, la plus grande partie ayant été créée après l'installation de l'*assentamento* (84%). La scolarisation est ainsi possible pour environ 90% des enfants de 7 à 14 ans et 60% des jeunes entre 15 et 19 ans. A cet égard, selon leurs réponses, 70% des enquêtés estiment que la situation scolaire s'est améliorée, alors que 20% la trouvent identique et 9% moins bonne. La présence des *assentamentos* provoque une dynamique économique locale et régionale nouvelle. La production agropastorale s'en trouve relancée, au profit d'abord des cultures vivrières (manioc, millet, haricot, riz...) mais aussi de cultures de commercialisation locale (ananas, banane). " *Les assentamentos contribuent sans équivoque à diversifier les orientations traditionnelles de la production agropastorale locale* ".

Pour toutes ces raisons, " à comparer leurs conditions de vie avant l'*assentamento* avec celles d'à présent, 91% des installés interrogés, considèrent que leurs vies se sont améliorées depuis leur arrivée dans l'*assentamento*". Pour l'alimentation, 66% voient une amélioration, et 62% pour leur pouvoir d'achat. L'analyse de la possession des biens durables corrobore cette perception : dans tous les cas - et malgré certaines variations régionales - le nombre de familles qui possèdent des cuisinières à gaz, des réfrigérateurs, des télévisions, des antennes paraboliques... a augmenté.

Concernant la participation politique, les auteurs estiment que " l'expérience politique de la lutte pour la terre, l'existence de l'*assentamento* en tant qu'espace de référence pour les politiques publiques, la précarité des infrastructures, entre autres facteurs, font en sorte que les *assentamentos* deviennent des points de départ de demandes, conduisant à l'affirmation de nouvelles identités et intérêts, à l'émergence de formes internes d'organisation et de recherche de lieux où se faire entendre. Ainsi, les *assentamentos* finissent par traduire des changements dans la scène politique locale, avec la présence des *assentados* [paysans installés] dans les espaces publics et même dans l'arène électorale".

### **3.3 – Une "Nouvelle paysannerie révolutionnaire" en Amérique latine**

Le sociologue américain James Petras voit, quant à lui, dans le MST l'exemple le plus symptomatique de l'émergence d'une "nouvelle paysannerie révolutionnaire" dans l'ensemble de l'Amérique latine. Les nouveaux mouvements paysans n'y sont cependant guère comparables à ceux du passé et il faut ainsi, à leur propos, abandonner toute idée reçue sur les paysans locaux, traditionnels et illettrés, s'accrochant sans espoir à un petit bout de terre qui ne leur appartient même pas. Ces mouvements sont aujourd'hui bien conscients que la réforme agraire ne peut réussir qu'avec des crédits, de l'assistance technique et des marchés nationaux mieux protégés. Ils sont des mouvements "socio-politiques" radicaux qui, bien au-delà de la seule lutte pour la terre et la réforme agraire, combattent également les politiques néolibérales de privatisation, de déréglementation et du " tout à l'exportation ". Comme ils savent bien que les alliances politiques avec certaines classes urbaines sont nécessaires, ils agissent ainsi dans le sens de l'émergence d'une nouvelle citoyenneté populaire. Ils connaissent et maîtrisent aussi les enjeux internationaux et se donnent les moyens de trouver un écho mondial et d'obtenir, via les ONG, l'aide de solidarités internationales.

### **3.4 – Dans le Monde : FSM et Via Campesina**

Fortement ancré dans son propre pays, le MST est devenu l'un des principaux artisans de l'organisation paysanne mondiale Via Campesina<sup>11</sup>. Dans la réalisation des trois Forums Sociaux Mondiaux, réalisés à Porto Alegre, au cours des années 2001, 2002 et 2003, la participation du MST et de Via Campesina a été ainsi remarquée.

Via Campesina a été créée en 1992. C'est une coordination de diverses organisations paysannes d'Amérique latine et anglo-saxonne, d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Dans ses documents, Via Campesina indique qu'elle a comme objectif la construction d'un modèle de développement de l'agriculture, qui garantisse la souveraineté alimentaire comme droit des peuples de définir sa propre

---

<sup>11</sup> Jean-Yves Martin et Bernardo Mançano Fernandes, "Movimento socioterritorial e « globalização » : algumas reflexões a partir do caso do MST", *Lutas Sociais*, n°11/12, NEILS/PUC, São Paulo, 1° semestre 2004, p.173-185.

politique agricole, aussi bien que la préservation de l'environnement, le développement comme socialisation de la terre et des revenus. Au Brésil, sont rattachés à Via Campesina : Le Mouvement des travailleurs Ruraux Sans-terre (MST), le Mouvement des Petits Agriculteurs (MPA), Le Mouvement des victimes des barrages (MAB), La Commission Pastorale de la Terre (CPT) et l'Association nationale des femmes de travailleurs ruraux (ANMTR). Tout comme en France, en font partie la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricole (FNSEA) et la Confédération paysanne. A partir de la coordination de Via Campesina, ces mouvements socio-territoriaux acquièrent une représentation et une dimension mondiale. Sa constitution donne la possibilité aux mouvements paysans de l'organisation d'actions conjointes à l'échelle mondiale, tout comme l'échange d'expériences en ce qui concerne les processus de territorialisation et de spatialisation de la lutte pour la terre et pour la réforme agraire et dans la confrontation aux politiques imposées par les institutions nationales et supranationales, comme, par exemple, le processus de marchandisation de la réforme agraire, dénomé Banque de la Terre développé par la Banque Mondiale par convention avec les gouvernements des Philippines, de l'Afrique du Sud, du Brésil, de Colombie, du Guatemala, et du Chili.

A partir du cas emblématique du MST se vérifie donc pleinement, comme l'indique Samir Amin, que *« la question paysanne demeure, quoiqu'on dise, au cœur du défi contemporain, précisément parce que les réponses qui lui seront données détermineront d'une manière décisive l'avenir non seulement des sociétés concernées (les trois continents, rien moins que 80 % de la population mondiale !) mais celui du système mondial dans son ensemble »*<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Samir Amin (dir.), *Les luttes paysannes et ouvrières face aux défis du XXIe siècle*, Paris, Les Indes savantes, 2005, p.358.